

■ Usine Altis

LE COUDRAY-MONTCEAUX/CORBEIL-ESSONNES

Les salariés d'Altis en grève

Lundi 15 juin, dès 6 heures, les salariés de la société Altis ont entamé une grève illimitée. « C'est une moment historique dans l'histoire de ce site. Cela fait 32 ans que je travaille ici, je n'ai jamais connu ça » souligne cet employé qui ne sait pas comment son avenir va évoluer. Cette grève a démarré par le fait que les employeurs n'ont pas voulu recevoir les salariés le vendredi précédent. Les organisations syndicales attendent toujours de vraies réponses aux revendications du personnel concernant les 400 licenciements et les mesures d'indemnisation faites par la direction, qu'elles jugent insuffisantes du fait qu'un actionnaire comme IBM a dégagé 12 milliards d'euros de bénéfices l'année dernière. « Nous réclamons un plan social acceptable et que l'on n'oblige pas certaines personnes à partir et d'autres à rester » précise Didier Lucas, délégué CFTC. Il ne reste plus que 15 jours pour signer un plan de reprise car les deux actionnaires d'Altis, IBM et Infineon, se retirent à la fin de l'année. A ce jour, le nom de l'investisseur français évoqué après la fin de la piste russe n'est toujours pas connu. Mais, Serge Dassault n'étant plus maire, il n'y a plus aucune



Des pneus et des palettes ont été brûlés devant les entrées du site par les salariés d'Altis.

chance que ce candidat soit toujours reprenneur d'Altis. « Serge Dassault a essayé de nous sauver, mais maintenant qu'il n'est plus maire, on ne sait pas qui s'occupe de nous. Nous n'avons plus d'espoir » précise ce salarié qui a plus de vingt ans d'ancienneté. La mobilisation est quasi générale, seule une quinzaine de personnes était à son poste de travail. Le député-maire de la circonscription, Franck Marlin, s'est rendu sur place pour soutenir les salariés dans leur mouvement. « Je comprends et partage pleinement leur colère, explique le député-maire. Cette action historique illustre bien leur sentiment face au comportement inacceptable des

dirigeants qui maintiennent les personnels concernés dans un flou total quant à la situation de leur entreprise. » Franck Marlin a sollicité l'intervention du Premier ministre François Fillon et du secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie, Luc Chatel, afin d'organiser une réunion pour le devenir du site. « Les dirigeants d'Altis et leurs actionnaires ont un devoir de vérité et de transparence envers leurs salariés qui doivent maintenant avoir des réponses précises ! » a conclu le député-maire. Les jours qui arrivent vont être déterminants pour les salariés qui sont, eux, déterminés dans cette grève.

■ Robert Mendibure